

Daniel Jebrac (Daniel Bensaïd)

Les portes étroites de la « libéralisation » et la construction du PT

*Rapport sur la crise de la dictature,
la réorganisation du mouvement ouvrier
et les tâches des révolutionnaires.*

I — L'envers du miracle

1. De 1964 à 1974, l'économie brésilienne n'a pas connu un miracle, mais seulement un taux de croissance économique accéléré de 7 à 10 % par an, au prix d'une surexploitation effrénée du prolétariat, broyé sous le talon de fer de la dictature militaire. En dix ans, les travailleurs brésiliens ont vu leur salaire réel réduit de plus du tiers. Il faudrait aujourd'hui plus que doubler le salaire minimum pour qu'il retrouve son pouvoir d'achat de 1940. Malnutrition massive, propagation des épidémies, pollution et délinquance records sont parmi les sous-produits du « miracle ».

2. Cette expansion brutale s'est traduite par un spectaculaire bond en avant de l'industrialisation et de l'urbanisation, en même temps que par une accentuation des traits de développement inégal. Depuis 1964, le nombre d'ouvriers industriels urbains est passé de 3,5 à plus de 12 millions, fortement concentrés dans les régions de Sao Paulo, Rio et Belo Ho-

1/ Boias frias : les « gamelles froides » ; il s'agit des travailleurs qui se louent à la journée, tantôt sur un domaine, tantôt sur un autre.

2/ Nordeste : la région Nord-Est du Brésil, qui regroupe notamment les États de Pernambuco, Ceara, Paraíba, Alagoas et Maranhao.

3/ Favelas : bidonvilles regroupant jusqu'à plusieurs centaines de milliers de personnes.

4/ Comecom : Conseil d'assistance économique mutuel entre l'URSS et les pays de l'Est, le Vietnam et Cuba.

rizonte. La production automobile annuelle est passée de 174 000 à 1 126 000 véhicules. La population universitaire a été multipliée par quinze. Parallèlement, a surgi une masse de 7 millions de prolétaires agricoles sans terres, les *boias frias* ^{1/}, reflétant la pénétration du capitalisme dans les campagnes. Les déséquilibres régionaux se sont encore aggravés au détriment du Nordeste ^{2/}. Cette région de 35 millions d'habitants, qui produisait il y a deux siècles la majeure part des richesses et des exportations du pays, ne fournit plus à présent que 5 % des produits industriels brésiliens. L'État de Pernambuco produisait encore il y a trente ans 32 % du sucre du pays, contre 28 % à l'État de Sao Paulo ; les pourcentages sont passés aujourd'hui respectivement à 15 % et 50 %. Pendant ce temps, les métropoles industrielles, flanquées de leurs favelas ^{3/} misérables, ont connu un essor vertigineux : de 1950 à 1975, Sao Paulo est passée de 2,4 à 9,9 millions d'habitants, Rio de 2,8 à 8,3 millions, et l'escalade continue.

3. Ce développement économique rapide est marqué par une profonde dépendance envers l'impérialisme, qu'illustre bien l'énorme dette de 52 milliards de dollars en 1979, supérieure – à elle seule – à l'endettement total des pays du Comecom ^{4/}. Grâce aux superprofits garantis par la dictature, le Brésil est devenu un paradis pour les investisseurs étrangers. Ainsi, les multinationales impérialistes contrôlaient, en 1977, 100 % de la production automobile et 90 % de la production pharmaceutique. En

5/ État populiste : régime né au début des années 1930, marqué par la présidence de Getulio Vargas et qui connut un développement économique et une collaboration institutionnalisée entre la bourgeoisie paternaliste et la classe ouvrière. La loi syndicale de 1943, d'inspiration mussolinienne, est l'image même de cette collaboration. Victime d'une campagne de la droite, Getulio Vargas s'est suicidé en 1954 en laissant une lettre réquisitoire contre la corruption. Le PTB, Parti travailliste du Brésil est l'héritier de cette tradition.

1979, les investissements étrangers provenant d'Allemagne fédérale (15 %), du Japon (10 %), et de France (4,2 %), supplantaient, avec un total de 29 %, les investissements américains (28 %), confirmant la tendance à la diversification des liens économiques internationaux.

4. Cette industrialisation accélérée n'est pas le fait d'une bourgeoisie nationale forte et énergique, mais le résultat combiné de l'initiative de l'État et de l'apport de capitaux étrangers. L'État populiste ^{5/} avait assuré une première phase d'industrialisation dans le secteur des biens de consommation. Après l'épuisement de ce cycle d'accumulation et la crise du pacte populiste, la dictature militaire prenait la relève en 1964 en faisant jouer à l'appareil étatique et militaire le rôle qu'une bourgeoisie rachitique était incapable de remplir par elle-même. Pendant le boom de 1967 à 1973, 60 % des investissements ont été pris en charge par l'État. Le nombre et la part des entreprises publiques se sont accrus sans cesse. Le secteur public emploie 30 % de la main-d'œuvre et le capital d'État contrôle 46 % des investissements, contre 15 % seulement pour le capital privé national.

II — La radicalisation ouvrière

5. Le développement récent du Brésil vérifie à quel point l'essor du capitalisme engendre ses propres fossoyeurs. La décennie écoulée a vu se former une classe ouvrière nombreuse, jeune et extraordinairement concentrée dans les grandes métropoles. Ce mouvement ouvrier renaissant a fait irruption depuis trois ans sur la scène politique, à travers des grèves de plus en plus fréquentes et massives. En 1979, toutes les grandes villes industrielles ont été touchées par des grèves ouvrières de masse : Sao Paulo et sa grande

banlieue de l'ABC ^{6/}, Belo Horizonte (où les travailleurs de la construction ont tenu la rue plusieurs jours), Rio, Porto Alegre. En l'absence de statistiques officielles fiables, on peut estimer à 4 ou 5 millions au minimum le nombre d'ouvriers impliqués dans ces actions revendicatives : soit plus que dans les derniers mois du régime Goulart ^{7/}, et plus que jamais dans toute l'histoire du Brésil. Les 41 jours de grève des 240 000 métallos de l'ABC, en avril et mai 1980, marquent le point culminant de cette vague de luttes. La reprise du travail des métallurgistes sans satisfaction des principales revendications, la mise en tutelle de leur syndicat, la répression massive contre les travailleurs les plus combatifs, montrent que tout nouveau pas en avant implique une épreuve de force politique avec le régime et le patronat. C'est pourquoi le deuxième semestre de 1980 marque une pause et un recul relatif de la mobilisation ouvrière par rapport aux deux années précédentes.

6. Les principaux objectifs de lutte au cours des cinq dernières années ont été l'augmentation des salaires (ou le paiement des salaires en retard), et, dans une moindre mesure, la réintégration de syndicalistes ou de travailleurs sanctionnés. Les actions les plus dures furent celles des travailleurs de la métallurgie, avec d'importants mouvements dans la construction civile, les transports, les banques. L'État de Sao Paulo a vu se développer, à lui

seul, la moitié des actions revendicatives de l'ensemble du pays ; ce qui indique à quel point les effets du développement inégal se reproduisent au sein même de la classe ouvrière.

7. Cette radicalisation ne s'est pas limitée à la classe ouvrière industrielle. Elle a massivement mobilisé certains secteurs d'enseignants et d'employés. À travers la participation aux associations de quartier, au mouvement contre la cherté de la vie, au mouvement féministe naissant, elle a touché les femmes. Il y a eu en 1980 d'importantes luttes étudiantes contre les réformes universitaires. Enfin, se sont manifestés les premiers embryons d'un mouvement noir contre la discrimination raciale, qui reste une réalité omniprésente, malgré les prétentions de la société brésilienne à une intégration réussie.

8. Bien que différenciée selon les régions, la situation à la campagne combine – dans un pays où la population rurale est encore de 55 millions – la tradition de l'oligarchie foncière et la pénétration brutale du capitalisme le plus concentré. Il y a encore un grand nombre d'immenses domaines sur lesquels règne la terreur des milices privées, réduisant le salarié agricole à une dépendance proche d'un semi-esclavage. Et il y a déjà le rachat par de grandes compagnies multinationales de terres immenses, et l'expulsion de milliers de petits propriétaires en Amazonie et dans le Mato Grosso. Le bouleversement agraire en cours,

août 1980. Le litre de carburant alcool étant pour l'instant beaucoup moins cher, les ventes d'automobiles ont connu un boom spectaculaire. Le but du plan est de remplacer la moitié du carburant consommé par du carburant alcool d'ici 1985. Le Brésil a également pris contact avec d'autres pays non producteurs de pétrole (notamment le Japon) pour envisager les possibilités d'exportation de cette technologie et d'exportation d'alcool. Cette perspective entraîne une profonde mutation à la campagne au profit d'une culture extensive de canne à sucre sur la base d'une augmentation annuelle de la production de 10 % d'ici 1985.

qui vise à faire du Brésil un grand exportateur de produits agricoles (soja), et à trouver des produits énergétiques susceptibles de réduire la part des importations pétrolières (plan alcool) ^{8/}, bloque le développement d'une petite et d'une moyenne bourgeoisie agraire. Le II^e Plan de développement pour 1980-1983 reconnaît la réalité d'un « processus massif de prolétarianisation du travailleur rural ». Ce passage direct de la domination de l'oligarchie à celle du grand capital se solde déjà dans certaines régions, et en particulier le Nordeste, par une monoculture quasi absolue de la canne et une aggravation des déficits nutritionnels, avec des phénomènes de déficiences biologiques et cérébrales dans la population, de baisse de la fécondité des femmes, de mortalité infantile record. Les premiers signes importants d'une résistance paysanne naissante se sont manifestés en 1980 avec des manifestations de masse des petits propriétaires producteurs de soja au Sud contre les taxes du gouvernement à l'exportation, et surtout avec la grève, en septembre, de 240 000 ouvriers agricoles du Pernambouc, paralysant la production de 35 usines de sucre et d'alcool de la région, en revendiquant notamment 98 % d'augmentation salariale, le paiement en argent et non en nature, la jouissance d'un lopin de 2 ha leur permettant de maintenir une culture de subsistance domestique. Cette radicalisation s'est également traduite par une participation croissante des paysans aux réunions des oppositions syndicales et à la construction du Parti des travailleurs (PT).

9. L'extraordinaire explosivité du mouvement ouvrier au cours des dernières années révèle sa force potentielle, mais aussi sa faiblesse : elle est le corollaire de l'absence d'organisations ouvrières de masse indépendantes de l'État et de mécanismes légaux de concer-

^{6/} ABC : la zone industrielle de Santo André, Sao Bernardo et Sao Caetano dans la banlieue de Sao Paulo.

^{7/} Régime Goulart : Joao Goulart « Jangon », ancien collaborateur de Getulio Vargas, fut le président de la République renversé par le coup d'État militaire de 1964. Son court mandat fut marqué par des réformes, notamment des nationalisations, et de mesures de réforme agraire.

^{8/} Le plan alcool s'efforce de remplacer progressivement l'essence, dont l'importation constitue un fardeau, par un carburant à base d'alcool. Les premières voitures à alcool ont été mises en vente en

tation sociale. Les syndicats officiels sont toujours régis par une loi de 1943, directement inspirée de la charte mussolinienne du travail, qui les subordonne directement au ministère du Travail ^{9/}. Si les dirigeants syndicaux sont élus, le ministère a le pouvoir de les destituer, de saisir les locaux, de nommer des *interventores* ^{10/} à la place des dirigeants élus. C'est ce qu'il fit notamment en 1979 dans le syndicat des banques de Porto Alegre, et surtout en destituant et emprisonnant, en avril 1980, les représentants syndicaux élus des métallurgistes de l'ABC. La poussée de la classe ouvrière est telle cependant, qu'elle s'exprime y compris à travers ces structures corporatives ^{11/}, par l'élection de directions claudinistes à la tête de certains syndicats et par l'apparition de dirigeants syndicaux combattifs dits « authentiques », par opposition avec les *pelegos* ^{12/}, bureaucrates serviles à la solde du régime et du patronat. L'autre faiblesse notoire du mouvement ouvrier réside dans son manque d'enracinement à la base dans les entreprises : malgré leur force et leur impétuosité, les luttes des dernières années n'ont pas donné naissance sur les lieux de travail à des structures présyndicales comparables à ce que furent les commissions ouvrières, par exemple, dans les dernières années du fran-

quisme. Jusqu'à présent, une répression impitoyable et le licenciement massif des dirigeants ouvriers apparus dans les luttes, s'opposent à l'émergence d'un tel phénomène. Mais il faut aussi reconnaître que la faible structuration organique du mouvement de masse et le caractère extrêmement personnalisé de ses directions, expriment une faiblesse subjective : le poids encore vivace du populisme et du paternalisme au sein de la classe ouvrière, le manque de tradition d'un mouvement ouvrier indépendant, l'inexistence historique de partis ouvriers de masse indépendants de la bourgeoisie.

10. L'écart entre une magnifique combativité et un niveau de conscience et d'organisation encore limités demeure la contradiction majeure que doit surmonter le mouvement ouvrier brésilien pour pouvoir affronter victorieusement la dictature et défendre efficacement les intérêts des travailleurs des villes et des campagnes dans les prochaines confrontations.

III – Les contradictions de la bourgeoisie

11. La bourgeoisie brésilienne va devoir affronter maintenant les contradictions économiques et sociales accumulées pendant un quart de siècle de croissance accélérée. La dette exté-

rieure atteindra en 1980 les 60 milliards de dollars, pendant que les réserves tomberont de 9 à 6 milliards de dollars. L'inflation battra largement le record des 94 % atteints sous le régime Goulart, pour dépasser largement les 100 % et peut-être les 110 %. Les statistiques officielles prétendent qu'il faudrait un taux de croissance annuel de 7 % au moins pour absorber l'accroissement de 3 % de la force de travail. Or la croissance n'atteindra, dans le meilleur des cas, que 6 % en 1980 et pourrait être inférieure à 5 % en 1981. Difficile à chiffrer avec exactitude à l'échelle du pays tout entier, le chômage touche d'ores et déjà 8 % de la population active dans les grandes villes. Du fait de sa profonde intégration à l'économie impérialiste mondiale, le Brésil subira directement l'onde de choc de la crise. La bourgeoisie devra procéder à une reconversion des structures industrielles d'autant plus explosive et risquée qu'elle ne dispose pas encore des amortisseurs politiques nécessaires et que les lenteurs de l'ouverture démocratique promise peuvent être source d'explosions sociales brutales. D'autant plus que l'écrasement par la dictature militaire des institutions populistes a brisé les mécanismes traditionnels d'intégration des opprimés et des exploités au prétendu consensus national.

12. En 1974, aux premiers signes d'épuisement du « miracle », la montée du mécontentement s'est d'abord exprimée par une polarisation électorale autour du PMDB (Parti du Mouvement démocratique brésilien), parti d'opposition toléré par la dictature dans le cadre du système bipartite qu'elle avait elle-même mis en place ^{13/}. Mais cette dictature n'a jamais renoncé à un processus d'institutionnalisation visant à reconstituer les mécanismes d'intégration et à restaurer la légitimité du régime. C'est à quoi s'emploie depuis deux

^{9/} La charte du travail mussolinienne est une loi syndicale qui lie directement les syndicats au ministère du Travail. Le ministère percevait une cotisation syndicale obligatoire prélevée à la source sur les salaires. Le syndicat gère ce fonds, principalement sous forme d'aides sociales ou d'assistance médicale. Ses directions sont élues par les travailleurs, mais susceptibles d'être suspendues et remplacées par décision du ministère du Travail.

^{10/} *Interventores* : ce sont les responsables directement désignés par le ministère du Travail pour remplacer une direction syndicale suspendue. Ainsi, depuis la grève des métallurgistes de l'ABC en avril 1980, leur direction syndicale est suspendue et leur syndicat est sous intervention. Les *interventores* sont par définition à la dévotion du régime.

^{11/} Structures syndicales corporatives : syndicats organisés par profession, verticalement, et directement placés sous la tutelle du minis-

tère du Travail. Les regroupements interprofessionnels par ville ou à l'échelle nationale sont théoriquement interdits.

^{12/} *Pelegos* : littéralement des « tapis de selle » que l'on met entre l'échine du cheval et la selle. L'expression désigne les bureaucrates syndicaux jaunes directement liés à l'appareil d'État.

^{13/} PMDB : Parti du Mouvement démocratique brésilien. Le Mouvement démocratique brésilien était le parti d'opposition officiel dans le système bipartite truqué mis en place par la dictature militaire en 1964. En l'absence d'autres canaux d'expression, toutes les forces de contestation du régime s'y sont engouffrées, aboutissant en 1974 et en 1978 à des succès électoraux importants de ce mouvement. Transformé en parti, il regroupe aujourd'hui des secteurs significatifs de la bourgeoisie d'opposition, mais aussi le PC brésilien et le MR-8, organisation d'origine guérillériste.

ans le gouvernement du général Figueiredo. Jusqu'à présent, cette « ouverture lente, graduelle et sûre », ne s'est pas traduite par grand-chose de concret, excepté la loi d'amnistie, une plus grande tolérance en matière de presse, et la loi sur la réforme des partis qui impose des conditions particulièrement tortueuses pour qu'un parti politique puisse accéder à l'existence légale.

13. En revanche, les 41 jours de grève des métallurgistes de l'ABC ont suffi pour arracher le masque de la libéralisation dont la dictature entendait se parer. L'occupation des locaux syndicaux, l'emprisonnement des dirigeants régulièrement élus, les interventions policières brutales, marquent clairement les contradictions et les limites d'une ouverture qui n'a rien d'irréversible. Depuis, le gouvernement a fait ajourner jusqu'en 1982 les élections municipales initialement prévues pour l'année 1980. Il a fait adopter une loi ouvertement xénophobe contre les résidents étrangers. Il a fait suspendre des parlementaires d'opposition, alors que certains dirigeants du PDS ^{14/}, la fraction parlementaire majoritaire, réclament le rétablissement de l'immunité parlementaire. Enfin, et surtout, l'essentiel des corps répressifs de la dictature, à commencer par la police et la hiérarchie militaire, demeure intact et prêt à fonctionner à nouveau. Ils ont été mis en cause à propos de la campagne de terrorisme qui s'est déchaînée ces derniers mois contre les personnalités, les mi-

14/ Parti démocrate social : c'est le parti de la dictature et des militaires qui a succédé à l'Arena (Alliance pour la rénovation nationale) constituée après le coup d'État de 1964. Il dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée et au Sénat. Pour assurer la pérennité de cette majorité, le régime a mis en place des « sénateurs bioniques », c'est-à-dire des sénateurs directement désignés et non pas élus.

15/ Loi de sécurité nationale : loi antigreve qui permet de poursuivre arbitrairement les travailleurs pour simple délit d'opinion ou incitation à la grève.

litants et la presse d'opposition. Il ne s'agit pas cependant d'un pur et simple retour en arrière, d'une « fermeture » succédant à l'ouverture, mais d'une volonté de contrôler plus étroitement le processus et d'exercer une pression directe sur les organisations classistes susceptibles de donner une autre dimension et un autre contenu à l'opposition. En effet, l'échéance de 1982 a été confirmée pour la tenue des élections municipales, des élections générales, et des élections directes des gouverneurs dont le principe a été adopté. Enfin, les principaux dirigeants de la grève des métallurgistes sont poursuivis en justice et menacés de peines de prison supérieures à 12 ans au nom de la loi de sécurité nationale ^{15/}. La procédure traîne en longueur, le gouvernement ne paraissant pas savoir comment sortir du dilemme : condamner au risque d'une explosion, ou renoncer, au risque de créer un précédent à l'avantage des travailleurs. Mais le danger est grand de voir le procès aboutir à une suspension des droits politiques (et électoraux) pour les principaux dirigeants du PT, dont Lula.

14. Si la bourgeoisie a autant de difficultés pour mener à bien le processus d'ouverture contrôlée qu'elle a engagé, c'est notamment parce qu'elle est elle-même profondément divisée. Elle ne dispose pas d'instruments politiques adéquats à cette entreprise. Le parti majoritaire à l'Assemblée, le PDS, directement sorti du fourreau de la dictature et entaché de son discrédit, ne lui permet pas de s'unifier politiquement et de surmonter le clientélisme, les particularismes régionaux, voire le gangstérisme pur et simple, qui marquent toute son histoire politique. À cette faiblesse fondamentale s'ajoutent les divergences d'intérêts au sein même de la classe dominante, du patronat et de l'armée, entre des secteurs

dont les privilèges sont directement liés au poids spécifique de l'État et des secteurs plus intimement associés au capital multinational. **15.** L'Église elle-même n'assure plus complètement la cohésion idéologique de la nation sous le sceau de la collaboration de classe. Les 80 000 communautés de base qui représentent, après l'effondrement du populisme, le seul encadrement de masse de la population pauvre, loin de constituer une garantie fiable pour la dictature, reflète la radicalisation. Elle atteint largement les prêtres qui vivent dans leur grande majorité au contact direct de la misère et des exploités, et se reflète y compris au sein de la hiérarchie ecclésiastique. Le voyage du pape en juin 1980 a confirmé le poids considérable de l'Église dans la société brésilienne. Il a su garder ses distances envers la dictature et se faire l'écho des principales revendications sociales, tout en prêchant la réconciliation nationale et en consolidant l'unité de l'Église menacée par la polarisation politique. L'unité de l'institution religieuse est en effet très importante pour l'avenir politique du pays. Si le petit clergé peut subir directement la pression des couches sociales les plus opprimées, la hiérarchie ecclésiastique défendra en dernière instance une politique active de collaboration de classe et peut représenter un ultime recours pour la défense de la paix sociale.

16. Si la bourgeoisie semble garder l'initiative sur le terrain politique, malgré ses faiblesses et ses divisions, ce n'est donc pas en fonction de sa vigueur et de ses ressources propres, mais bien plutôt en fonction des limites du mouvement ouvrier organisé. C'est d'ailleurs pourquoi l'apparition et l'essor du Parti des travailleurs (PT), venu perturber, inopinément le scénario d'un système quadripartite imaginé par les généraux réformateurs, consti-

tue un élément et un enjeu de premier ordre dans le développement de la crise brésilienne.

IV — Le Parti des travailleurs

17. La classe ouvrière brésilienne n'a jamais été massivement organisée de façon indépendante par rapport à la bourgeoisie. Les quinze années de dictature ont encore creusé ce vide : alors que le PTB, le parti populiste traditionnel ^{16/} s'étiolait dans l'opposition et l'exil, alors que le PC se discréditait et que les organisations armées s'isolaient, un nouveau prolétariat urbain cherchait ses propres formes d'expression politique. L'idée d'un parti ouvrier indépendant, d'un parti des travailleurs, est née au cours de l'année 1988, à l'initiative de dirigeants syndicaux combattifs pour qui les limites légales du syndicat officiel devenaient une entrave insupportable aux nécessités de l'action.

La *Charte des principes*, document de référence pour la constitution du PT, le définit comme un parti « seulement des travailleurs », dont la « lutte pour l'autonomie et l'indépendance syndicales effectives, revendication fondamentale des travailleurs, est partie intégrante de la lutte pour l'indépendance politique. » Elle affirme que le PT « cherche à s'emparer du pouvoir politique et à implanter un gouvernement des travailleurs fondé sur les

^{16/} Parti populiste traditionnel : le PTB, Parti travailliste brésilien, était l'héritier de Getulio Vargas, et le parti du président Goulart renversé en 1964. Sous la dictature, ce parti a été laminé tout en gardant quelques positions influentes, notamment dans le Rio Grande do Sul, fief de Leonel Brizola. Dans le processus de légalisation du parti, la fille de Getulio Vargas, Ivete, secondée par l'ancien président Janio Quadros, a réussi à s'approprier le sigle du parti, avec la bénédiction complaisante des fonctionnaires de la dictature, au détriment de Brizola. Brizola a été réduit à fonder son propre parti : le Parti démocratique du travail, PDT. Les deux partis, qui comptent chacun quelques élus, seront probablement légalisés, mais, très affaiblis et inégalement représentés, ils devraient venir sur la scène politique assez loin derrière le PDS, le PMDB, le PT et le PP (voir note 17).

organes de représentation créés par les masses travailleuses elles-mêmes en vue d'une démocratie directe ». Il s'agirait donc d'un parti des travailleurs, d'un « parti sans patrons », pour « en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme ». Enfin, le PT se construira en respectant le droit des minorités d'exprimer leur point de vue. Il respectera le droit de fraction et de tendance ».

18. Mais c'est seulement au cours de l'année 1980 que le PT a véritablement pris son essor. Plusieurs générations de militants syndicaux combattifs de la ville et des campagnes s'y retrouvent coude à coude avec des courants chrétiens et des organisations révolutionnaires d'extrême gauche. Au fur et à mesure de sa croissance, sa force d'attraction se confirme. Lors de sa rencontre nationale du 29 mai, le PT annonçait déjà 26 000 adhérents dans 22 États. En octobre, il en comptait déjà près de 70 000 et pouvait déposer devant le tribunal électoral un dossier remplissant les conditions requises pour la légalisation du parti. Si cette légalisation est enregistrée, en dépit des tracasseries administratives du régime, le PT deviendra le premier et peut-être le seul parti ouvrier à accéder à une existence légale. D'ores et déjà, il apparaît comme le troisième parti de la vie politique brésilienne, après le PDS directement soutenu à bout de bras par la dictature et le parti bourgeois d'opposition, le PMDB, dans les rangs duquel se trouve le Parti communiste.

19. Dans le document de référence adopté lors de la rencontre nationale de mai, le PT se définit toujours comme un parti des travailleurs, construit à partir de leurs luttes, un parti qui affronte la dictature et lutte « pour une alternative de gouvernement des travailleurs et des opprimés ». En revanche, la formule populaire d'un « parti sans patrons » disparaît, ainsi

que le mot d'ordre d'Assemblée constituante. Même si elle est regrettable, la disparition de tel ou tel mot d'ordre ne constitue pas en soi un signe de capitulation ou de dégénérescence du parti. Doter la classe ouvrière d'un parti de masse indépendant du patronat et de l'appareil d'État, constitue aujourd'hui la tâche principale qui se pose aux révolutionnaires brésiliens. Il s'agit de faire un premier pas concret en avant sur la voie de l'indépendance politique de classe. Le PT naît du bouillonnement de la jeune classe ouvrière, avec les tâtonnements inévitables de l'inexpérience. Il n'a pas encore en son sein d'intérêts matériels cristallisés, de bureaucratie attachée à ses privilèges ou subordonnée à un appareil d'État international. La seule force susceptible de fournir à court terme un appareil et une orientation pour une politique de collaboration de classe au sein du PT serait l'Église. Mais seules de grandes épreuves et de grands événements pourraient apporter la preuve d'une dégénérescence irréversible d'un tel parti et de son passage sur des positions réformistes consolidées.

20. Le PT doit être conçu comme un parti de classe et de masse, non comme un parti de cadres étriqué ni comme une grande machine électorale sans contours définis. Il n'est ni un tremplin pour les ambitions électorales, ni un sigle refuge pour une mosaïque de groupes, il doit être construit comme un parti militant, fondé sur un réseau de noyaux de base et non sur la structure formelle des comités électoraux. Il doit être un parti d'unité et d'indépendance de la classe travailleuse, un parti de classe et de masse, car il n'y a aucune contradiction entre les deux termes.

21. Parti de classe, le PT doit être l'instrument de la défense intransigeante des travailleurs sur tous les terrains. La possibilité

existe de voir l'indépendance de classe du PT niée aussitôt qu'affirmée, par le biais d'une politique d'alliance avec la bourgeoisie d'opposition. Si elle ne peut empêcher la légalisation du PT, la bourgeoisie ne ménagera pas ses efforts pour faire pression sur les dirigeants du PT, afin de marginaliser en son sein les courants révolutionnaires et tenter de récupérer le parti dans les mécanismes institutionnels. Déjà, certaines personnalités en vue du PMDB ont lancé l'idée d'une opposition unifiée. Rien n'interdit d'engager avec des forces bourgeoises d'opposition des actions concrètes visant à lutter contre le terrorisme de la droite, à arracher des libertés démocratiques, à imposer une Constituante souveraine. En revanche, négocier avec le PMDB ou le PDT de Brizola un programme minimum et un front électoral permanent, ce serait faire entrer par la fenêtre les patrons que l'on a prétendu chasser par la porte, et aliéner sans coup férir l'indépendance des travailleurs si vigoureusement proclamée.

22. Le PT doit être le plus actif et le plus combatif des partis sur le front des libertés démocratiques. Mais les révolutionnaires doivent établir clairement en son sein que cette lutte résolue ne s'inscrit pas dans la perspective illusoire de «démocratisation graduelle» de l'État dictatorial, mais dans la perspective de son démantèlement.

23. Dans tous ses textes de référence, le PT s'est prononcé pour une Centrale unique des travailleurs, pour un syndicat indépendant de l'appareil d'État. Il ne s'agit bien évidemment pas de proclamer dès à présent des syndicats libres et une centrale, en dehors et en marge du mouvement réel de mobilisation et d'organisation de la classe ouvrière. Il s'agit d'orienter dans la perspective de la Centrale unique un processus combiné de construction qui

peut embrasser aussi bien les syndicats officiels arrachés à la bureaucratie par des listes classistes, les regroupements d'opposition, que les embryons de commissions ou de comités syndicaux qui peuvent surgir dans les entreprises au cours des luttes. L'ensemble de ces composantes doit être partie prenante, dans le cadre d'une montée généralisée du mouvement de masse, d'un congrès constitutif de la Centrale unique. À partir du courant «Unité syndicale», le courant animé parla bureaucratie modernisée et le PC, ces derniers tentent de poser les jalons d'une confédération syndicale fondée sur les syndicats dépendants, avec le consentement de la dictature. Une Centrale unique, indépendante des patrons et de l'État, ne pourrait au contraire se glisser dans la camisole de force du syndicalisme vertical. Le regroupement des syndicalistes combatifs dans un courant syndical d'opposition, n'implique pas d'abandonner toute participation à «Unité syndicale» ou au Congrès national de la classe travailleuse (Conclat) envisagé pour l'année 1981. Il permet au contraire d'avancer pour ces initiatives des propositions concrètes et d'exiger leur préparation démocratique. Animé par des syndicalistes combatifs, le PT n'est pas pour autant un parti ouvrier de masse basé sur les syndicats. Il y a en fait un décalage entre la construction nationale du PT comme parti de masse, et la dispersion et l'hétérogénéité des oppositions syndicales. En adoptant une orientation fondamentale pour le mouvement syndical, le PT peut donc contribuer à combler cette faiblesse cruciale du mouvement ouvrier et devenir lui-même un levier pour le développement et l'unification d'une opposition classiste dans les syndicats. Le minimum serait que tous les courants et militants qui se retrouvent sous le drapeau du PT se retrouvent aussi ensemble dans les

syndicats pour impulser des listes classistes indépendantes face aux listes de la bureaucratie aux ordres lors des élections syndicales. Les dernières élections syndicales montrent en effet, malgré le caractère inégal du mouvement et la fréquente division des oppositions, que les possibilités de conquête de structures syndicales sont loin d'être épuisées.

24. Les militants révolutionnaires sont des constructeurs loyaux du PT. La condition de la loyauté de tous dans les rangs du PT, c'est que le PT respecte en retour les droits des minorités, qu'il sache tenir compte de la diversité et de l'inégalité des expériences dans un pays aussi varié que le Brésil. Pour que les courants et les groupes politiques qui participent à la construction du PT puissent le faire en toute clarté, sans chercher à imposer artificiellement l'intégralité de leurs positions ou à se constituer en fractions occultes, ils doivent pouvoir continuer à exister comme organisations séparées et à défendre au grand jour la totalité de leur programme. Inversement, considérer le PT comme un simple front de forces politiques déjà organisées ne pourrait aboutir qu'à le diviser et à le paralyser. C'est pourquoi les militants adhèrent individuellement au PT et développent l'intervention du PT en tant que militants de ses noyaux de base. Construire le PT comme instrument d'unification de la classe ouvrière ne signifie pas, pour les marxistes révolutionnaires, s'y dissoudre, mais être ses meilleurs et ses plus actifs militants en même temps et parce qu'ils défendent l'intégralité de leur propre programme : car la construction d'un parti ouvrier de masse fait pleinement partie de ce programme.

25. Le destin du PT dépendra, dans la période qui s'ouvre, aussi bien du cours concret de la lutte des classes que de l'intervention

consciente d'une avant-garde marxiste révolutionnaire capable de tirer les leçons de l'expérience brésilienne à la lumière des acquis programmatiques qui sont la synthèse la plus avancée des luttes du prolétariat mondial. Les militants révolutionnaires les plus conscients doivent donc prendre toute leur place dans le PT, pour le construire et non pour y faire de l'entrisme comme dans un parti réformiste, pour contribuer à la formation de son programme au feu de la pratique et non pour lui faire ingurgiter de force un programme préfabriqué. Même s'il arrivait que des positions erronées l'emportent au sein du PT, cela pourrait signifier la nécessité d'une bataille politique ouverte en son sein, y compris sous une forme de tendance organisée, mais non la nécessité automatique d'une rupture, aussi longtemps que des tests décisifs n'auront pas eu lieu dans l'action.

V — Les tâches de l'heure

26. Plusieurs possibilités restent ouvertes devant la bourgeoisie brésilienne pour tenter d'échapper à l'étau de la crise. Mais il n'y a que des portes étroites. L'actuel gouvernement prétend ne mener qu'une politique d'austérité sélective. La nouvelle loi salariale refuse d'assurer le rattrapage des salaires supérieurs à 15 salaires minimum (environ 500 francs français mensuels). Mais toute mesure de ce type

17/ PP : Parti populaire. Contrairement à ce que son nom indique, il s'agit d'un parti des banquiers et de la bourgeoisie, avec à sa tête des figures d'un âge avancé, comme Magalhaes Pinto, qui fut l'un des instigateurs du coup d'État de 1964. Formellement dans l'opposition, ce parti est l'interlocuteur privilégié de la dictature dans le cadre du processus d'ouverture contrôlée et l'axe possible d'une formule d'Union nationale, même s'il ne vient probablement qu'en quatrième position parmi les partis susceptibles d'être légalisés. Dernièrement, le PP a paru gagner en audience au détriment du PDS dans les cercles de la bourgeoisie capitaliste et du patronat.

18/ Le général Figueiredo est l'actuel président de la République, « élu » en 1978, qui a succédé au général Geisel.

aura des effets en chaîne et ne pourra qu'aggraver au bout du compte les conditions de vie déjà désastreuses de la grande masse des exploités. Le régime mène une campagne publicitaire en vantant les richesses naturelles du pays, ses capacités et ressources presque illimitées en ce qui concerne le bois, le sucre, l'énergie hydraulique, les mines de fer et même l'or (en 1985 la production atteindrait 250 tonnes par an au lieu de 40 aujourd'hui). Mais tous ces projets réclameraient une masse colossale d'investissements. Or, sur les 20 milliards de dollars de recette à l'exportation, le service de la dette en absorbe déjà près de 13 (7 milliards d'amortissements et 5 pour les intérêts). Les prévisions et enquêtes démographiques annoncent un avenir des plus sombres pour une population de 200 millions en l'an 2000, contre 120 millions aujourd'hui, avec un accroissement dramatique des disparités régionales. Dans l'hypothèse – très optimiste au vu de la situation mondiale – d'une croissance annuelle de 7 % en moyenne, 14 % de la population du Sud industrialisé et 55 % de la population du Nord agraire se trouveraient alors en état de sous-nutrition. Dans l'hypothèse basse d'un taux de croissance annuel de 4 %, ce sont 75 % de la population au Nord et 39 % au Sud qui connaîtraient des problèmes de subsistance élémentaire. Or, de 1972 à 1978, la consommation annuelle par tête d'habitant est tombée de 78 à 63 kg pour le riz, de 27 à 21 kg pour les haricots, de 298 à 220 kg pour le manioc.

27. Dans ces conditions, les gouvernants brésiliens doutent de leur capacité à atteindre les objectifs politiques et économiques annoncés à grand fracas : les élections de 1982 et les 40 milliards de dollars d'exportations pour 1985. Un nouveau durcissement du régime, avec proclamation de l'état d'exception et

adoption d'une politique récessionniste féroce, n'est donc pas exclu. Mais il poserait à la bourgeoisie des problèmes d'une tout autre ampleur qu'en 1964 ou en 1969. Une répression sélective ne suffirait pas à bâillonner une classe ouvrière qui s'est engagée sur la voie des luttes de masse. Une répression qualitativement supérieure dans ses dimensions serait nécessaire. D'autre part, les mesures récessionnistes n'affecteraient pas que les seuls secteurs archaïques des petites entreprises, mais toucheraient inévitablement des secteurs clefs du capital brésilien et les entreprises d'État elles-mêmes.

28. L'autre hypothèse, avancée dans certains milieux politiques, est celle d'un gouvernement d'Union nationale qui échangerait une austérité négociée contre la consolidation d'un régime parlementaire. Le Parti populaire, parti d'opposition soutenu par le grand patronat ^{17/} pourrait devenir l'axe d'une telle solution, en alliance avec le PMDB et avec le consentement actif du PC lui-même. La perspective d'une révision de la Constitution ou d'une « Constituante avec Figueiredo ^{18/} » avant les élections de 1982, peut participer d'un tel projet.

29. Mais les difficultés d'une telle politique sont multiples. Elles tiennent d'abord à l'extrême misère des travailleurs brésiliens, trop intolérable pour que des concessions politiques formelles puissent avoir une vertu d'apaisement. En Espagne, les pactes d'austérité sont venus après l'institutionnalisation. Au Brésil la misère préexiste et elle est terrible. Elles tiennent ensuite à l'absence d'un mouvement ouvrier organisé susceptible de négocier et de se charger lui-même de contrôler les explosions. Elles tiennent enfin à la division politique et au manque de tradition de la classe dominante elle-même. La tentative de mise

en œuvre d'un tel projet n'est cependant pas exclue. Elle supposerait la restauration au moins partielle des libertés syndicales et des mécanismes d'intégration dans l'entreprise. Avec des coûts salariaux qui ne représentent que 5 % des coûts de production, les multinationales auraient les moyens d'une politique salariale pesant sur les divisions de la classe ouvrière. Après la Scania, la Volkswagen a fait la proposition d'un comité d'usine élu, avec une moitié de représentants syndiqués et une moitié de représentants non syndiqués (et droit de veto de la direction sur les élus). Ces propositions peuvent trouver l'appui des courants de la bureaucratie jaune « modernisée » et du PC regroupés dans le courant « Unité syndicale ». Enfin, malgré l'endettement du Brésil, plutôt que de risquer de tout perdre politiquement et économiquement dans un énorme krach brésilien, les banques internationales peuvent apporter leur concours politique.

30. Une telle tentative impliquerait une restructuration profonde de l'économie brésilienne, le développement du secteur des biens de production et l'élargissement du marché intérieur. Elle impliquerait également une diversification des liens économiques internationaux. Le Brésil a déjà amorcé un redéploiement en direction du Moyen-Orient, de l'Afrique et des pays de l'Est (notamment la Pologne). Parallèlement, Figueiredo et Videla se sont engagés sur la voie d'une coopération nucléaire et hydroélectrique poussée, et le Brésil a passé des accords nucléaires avec le Chili de Pinochet. En revanche, le projet d'un traité

19/ Luis Carlos Prestes : le « Chevalier de l'espérance », ancien officier révolté en 1935 puis rallié au PC dont il devint le principal dirigeant et la figure la plus prestigieuse. À son retour d'exil, en 1979, il entra en conflit avec la majorité de la direction, d'inspiration eurocommuniste. Aujourd'hui octogénaire, il a rompu la discipline du parti en publiant une *Lettre ouverte au comité central* puis un bulletin, qui équivalent à une scission minoritaire de fait.

militaire sud atlantique avec l'Afrique du Sud, prôné par l'Argentine, est resté au point mort, le Brésil ne voulant pas compromettre ses positions sur le continent africain. Mais tous ces efforts restent menacés par la récession et la nouvelle contraction des échanges internationaux qui risque d'en résulter.

31. Au sein du mouvement ouvrier brésilien, le Parti communiste, bien que réduit à des dimensions très modestes, reste le défenseur le plus conséquent d'une stratégie de révolution par étapes et d'alliance avec la bourgeoisie libérale en vue de la première étape de démocratisation et d'indépendance nationale dans le cadre d'un État bourgeois. Cette ligne a déjà connu plusieurs échecs historiques retentissants, dont le dernier – dramatique – en 1964. La bourgeoisie brésilienne n'est pas aujourd'hui si faible et elle est inextricablement liée à l'armée. Toute alliance avec une fraction significative de la bourgeoisie implique la subordination ouverte des intérêts des exploités à ceux des exploités. Quant au thème de l'indépendance nationale, il rencontre un écho légitime dans un pays mis en coupe réglée par l'impérialisme. Mais les liens entre l'impérialisme et le capital brésilien sont si étroits qu'il n'y a pas d'indépendance concevable sans révolution sociale. La ligne du PC se concrétise à l'heure actuelle par sa présence dans le grand parti bourgeois d'opposition qu'est le PMDB, en compagnie de l'ancienne organisation de guérilla MR-8 ; elle se concrétise également par l'alliance avec une fraction de la bureaucratie syndicale contre les oppositions classistes (le MR-8 pratiquant avec zèle les méthodes du gangstérisme syndical) et par l'acceptation du projet de « Constituante avec Figueiredo ». L'apparition du PT comme parti de classe et de masse, défendant au grand jour les intérêts des travailleurs, alors que le PC

s'incruste dans le PMDB, a posé des problèmes aigus au parti stalinien, qui a déjà connu une scission entre une aile modérée majoritaire et son vieux leader historique Luis Carlos Prestes **19/** désireux d'affirmer plus vigoureusement la vocation de classe du PC pour faire face à l'essor du PT. Mais chacune des ailes continue de briguer les faveurs de Moscou.

32. L'axe des luttes demeure la construction d'un mouvement ouvrier indépendant de l'État et du patronat, la conquête des libertés démocratiques et le renversement de la dictature, la défense pied à pied des intérêts et des conditions de vie des travailleurs contre toute politique d'austérité :

a) Pour les libertés démocratiques : rétablissement du droit de grève sans restrictions, légalisation des partis politiques, amnistie totale et abolition de toute censure, Assemblée constituante libre et souveraine, démantèlement de l'appareil répressif, de la police politique et militaire, des services secrets. À bas la dictature !

b) Contre l'exploitation et l'oppression, contre l'austérité, pour les revendications des ouvriers et des paysans :

– un salaire minimum unique à l'échelle nationale pour les ouvriers et les paysans et une échelle mobile sur la base d'un indice contrôlé par les travailleurs. Le système actuel de salaire minimum différencié par État, et l'indice officiel des prix qui sert de base aux réajustements semestriels, organisent en fait la baisse du salaire réel ;

– refus des heures supplémentaires ; ralentissement des cadences ; réduction du temps de travail sans perte de salaire et échelle mobile des heures de travail ; stabilité de l'emploi ;

– réforme agraire radicale ; expropriation des grandes entreprises multinationales et na-

tionales, ainsi que des latifundia ; plan économique ouvrier de reconversion et de production ;

– contrôle ouvrier sur les prix, sur la production, sur les livres de comptes (au gouvernement qui prétendait contrôler le fonds de grève des métallos de PABC, les grévistes répondaient avec beaucoup d'à-propos en réclamant l'ouverture des livres de comptes

de Volkswagen, Mercedes, Fiat, General Motors, Saab-Scania, Perkins, Ford, Chrysler, Toyota, etc.) ;

– contre toute discrimination contre les Noirs, les Indiens, les femmes ; droit à la contraception et à l'avortement.

c) Pour l'unité et l'indépendance de la classe :

– unité et indépendance syndicale, pour une Centrale unique des travailleurs, indépen-

dante de l'État et pour la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise ;

– pour un parti ouvrier de masse et de classe, pour un parti sans patrons, pour un parti des travailleurs, pour la construction du Parti des travailleurs (PT).

Inprecor n° 91

du 15 décembre 1980